Dépêche No. 1137 | 26 février 2026

Plus de la moitié des Tunisiens perçoivent les hommes comme plus légitimes à l'emploi

Dépêche No. 1137 d'Afrobarometer | Youssef Dalleli

Résumé

L'égalité des droits et des opportunités pour les femmes est reconnue au niveau mondial non seulement comme un droit humain fondamental, mais aussi comme un facteur essentiel pour le développement social et économique. Le cinquième Objectif de Développement Durable appelle à éliminer toutes les formes de discrimination et à garantir l'accès en toute égalité des femmes à toutes les sphères de la vie, y compris économiques et professionnelles (Organisation des Nations Unies, 2015).

Malgré des avancées dans le domaine de l'éducation et des droits légaux, l'accès des femmes au marché du travail en Tunisie reste limité par des obstacles économiques, sociaux et culturels persistants. Les femmes rencontrent des obstacles structurels, tels que des discriminations à l'embauche, le manque de soutiens pour la garde des enfants ou des opportunités professionnelles restreintes, malgré leur fort potentiel éducatif et professionnel (Tuniscope, 2025).

Le taux de chômage des femmes demeure élevé, dépassant les 20,8%, contre environ 13% pour les hommes en 2025 (Institut National de la Statistique, 2025). Elles restent en outre particulièrement exposées à l'emploi informel et précaire (Dridi, 2023).

Dans ce contexte, comment les Tunisiens perçoivent-ils la légitimité des femmes et des hommes à accéder à l'emploi ?

En Tunisie, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à avoir atteint l'enseignement post-secondaire, mais elles sont moins nombreuses que les hommes à occuper un emploi.

Ces constats s'accompagnent également de perceptions et de pratiques sociales spécifiques concernant la place des femmes dans l'espace public. Nombreux Tunisiens affirment que les filles et les femmes sont fréquemment victimes de harcèlement sexuel dans les espaces publics. En revanche, le fait de prioriser l'éducation des garçons à celui des filles est un phénomène rare ou inouï.

Aux yeux des citoyens, les principaux obstacles à l'accès des femmes à l'emploi et à leur progression professionnelle sont le manque de possibilités de travail flexible ou à distance, l'insuffisance de services de garde d'enfants, la réticence à accepter que les femmes travaillent en dehors du foyer et la préférence d'embaucher les hommes. Ces barrières sont renforcées par des normes sociales persistantes : Plus de la moitié des Tunisiens estiment que les hommes devraient être prioritaires lorsque l'emploi se fait rare.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la

Copyright ©Afrobarometer 2026

démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Tunisie, conduite par One to One for Research and Polling, s'est entretenue avec 1.200 adultes citoyens tunisiens en mars 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Tunisie en 2013, 2015, 2018, 2020 et 2022.

Résultats clés

- Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à avoir un niveau d'éducation post-secondaire (22% contre 17%).
- Mais les femmes sont moins nombreuses que les hommes à déclarer occuper un emploi à plein temps ou à temps partiel (26% contre 47%).
- Quatre Tunisiens sur 10 (41%) affirment que les femmes sont « souvent » ou « toujours » victimes de harcèlement sexuel dans les espaces publics. Par ailleurs, 16% estiment que les écolières ou étudiantes font « souvent » ou « toujours » l'objet de discrimination ou de demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants, et 12% que les femmes sont empêchées d'occuper un emploi rémunéré par leur conjoint ou leur famille. En revanche, seuls 3% disent que les filles sont empêchées d'aller à l'école au profit des garçons.
- Aux yeux des Tunisiens, le manque de possibilités de travail flexible ou à distance, l'insuffisance de services de garde d'enfants, le refus d'accepter que les femmes travaillent en dehors du foyer et la préférence d'embaucher les hommes constituent les quatre principaux obstacles à l'accès des femmes à l'emploi et à leur progression sur le marché du travail.
- Plus de la moitié (54%) des citoyens tunisiens pensent que les hommes devraient être prioritaires lorsque l'emploi se fait rare.
- La majorité (56%) des femmes aimeraient créer leur propre entreprise, tandis que près de trois sur 10 (29%) préféreraient un poste dans le secteur public.

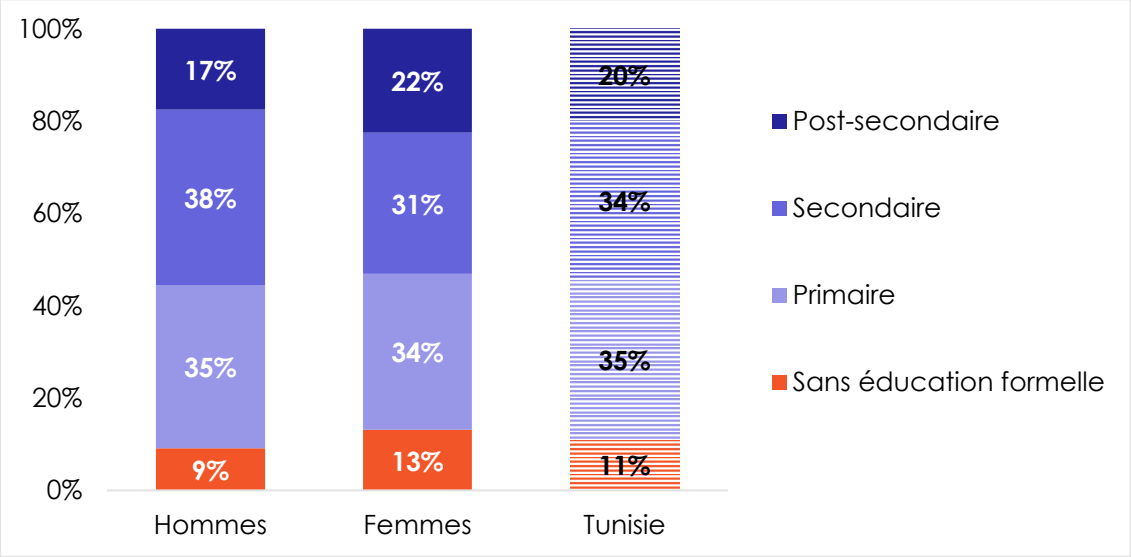
Education et situation d'emploi

En Tunisie, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à atteindre un niveau d'éducation post-secondaire (22% contre 17%) (Figure 1).

Pourtant, cet avantage éducatif ne se traduit pas par une meilleure insertion sur le marché du travail. Les femmes sont moins nombreuses que les hommes à déclarer occuper un emploi à plein temps ou à temps partiel (26% contre 47%) (Figure 2). La proportion de femmes sans emploi et en recherche d'emploi (20%) est comparable à celle des hommes (18%), tandis que les femmes sont nettement plus nombreuses à déclarer être sans emploi et ne pas en rechercher (54% contre 36%). Cette situation pourrait s'expliquer par le désir des femmes de rester au foyer, mais aussi par des normes sociales et des pratiques de recrutement qui favorisent les hommes.

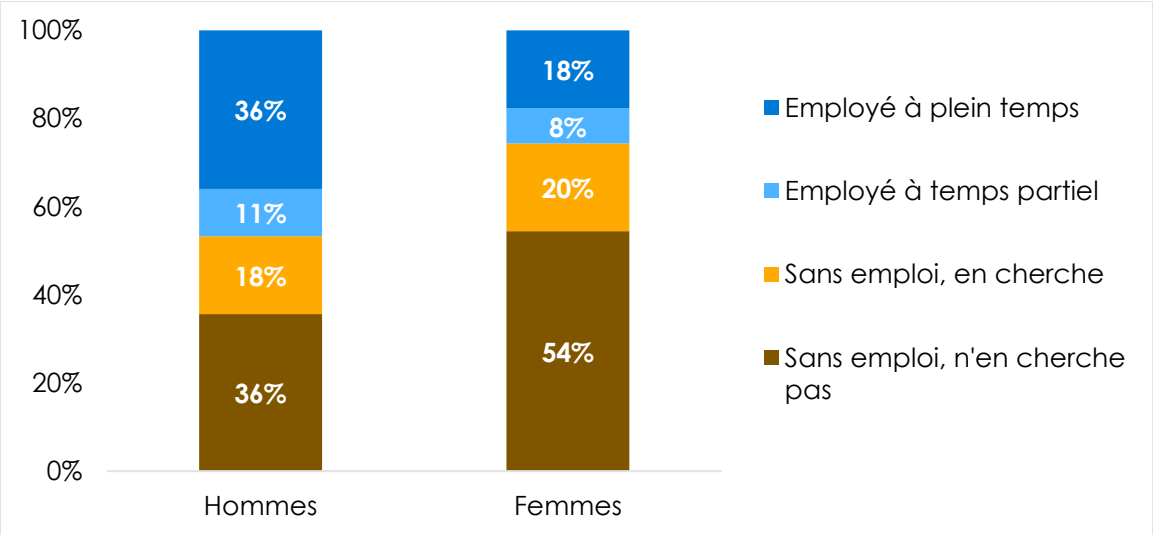
Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 1 : Niveau d'instruction | par sexe | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?*

Figure 2 : Situation d'emploi | par sexe | Tunisie | 2024



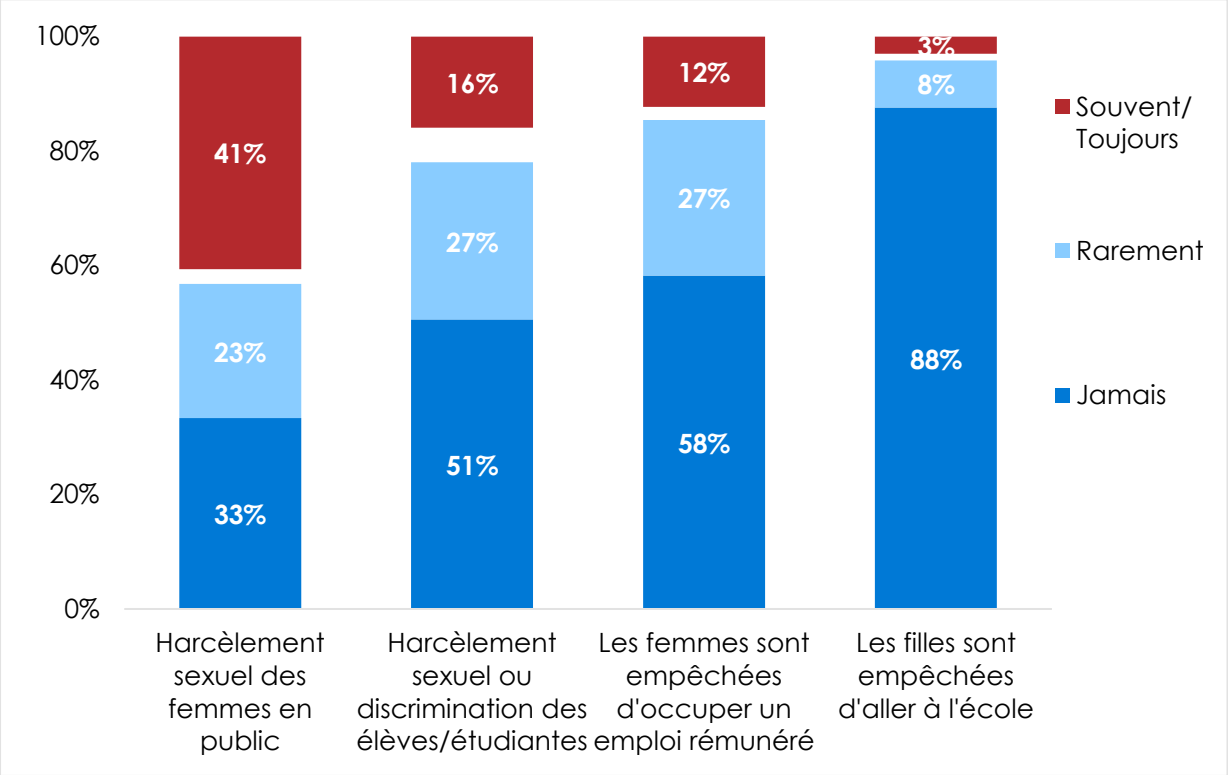
Questions posées aux répondants : *Exercez-vous un travail salarié ? [Si oui :] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel ? [Si non :] Etes-vous présentement à la recherche d'un emploi ?*

La faible présence des femmes sur le marché du travail par rapport aux hommes pourrait s'expliquer par la persistance de discriminations et de normes sociales défavorables.

Quatre Tunisiens sur 10 (41%) affirment que les femmes sont « souvent » ou « toujours » victimes de harcèlement sexuel dans les espaces publics tels que les marchés, les rues ou les transports en commun (Figure 3). Environ deux répondants sur 10 (16%) déclarent que les écolières ou étudiantes sont « souvent » ou « toujours » victimes de discrimination, de harcèlement ou de demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants, et 12% estiment que les femmes sont empêchées d'occuper un emploi rémunéré par leur conjoint ou leur famille. En revanche, l'écrasante majorité (96%) des répondants indiquent que les filles sont « rarement » ou « jamais » empêchées d'aller à l'école au profit des garçons.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 3 : Discrimination et harcèlement sexuel des filles et des femmes | Tunisie | 2024



Questions posées aux répondants : *Quelle est la fréquence des événements suivants dans votre communauté :*

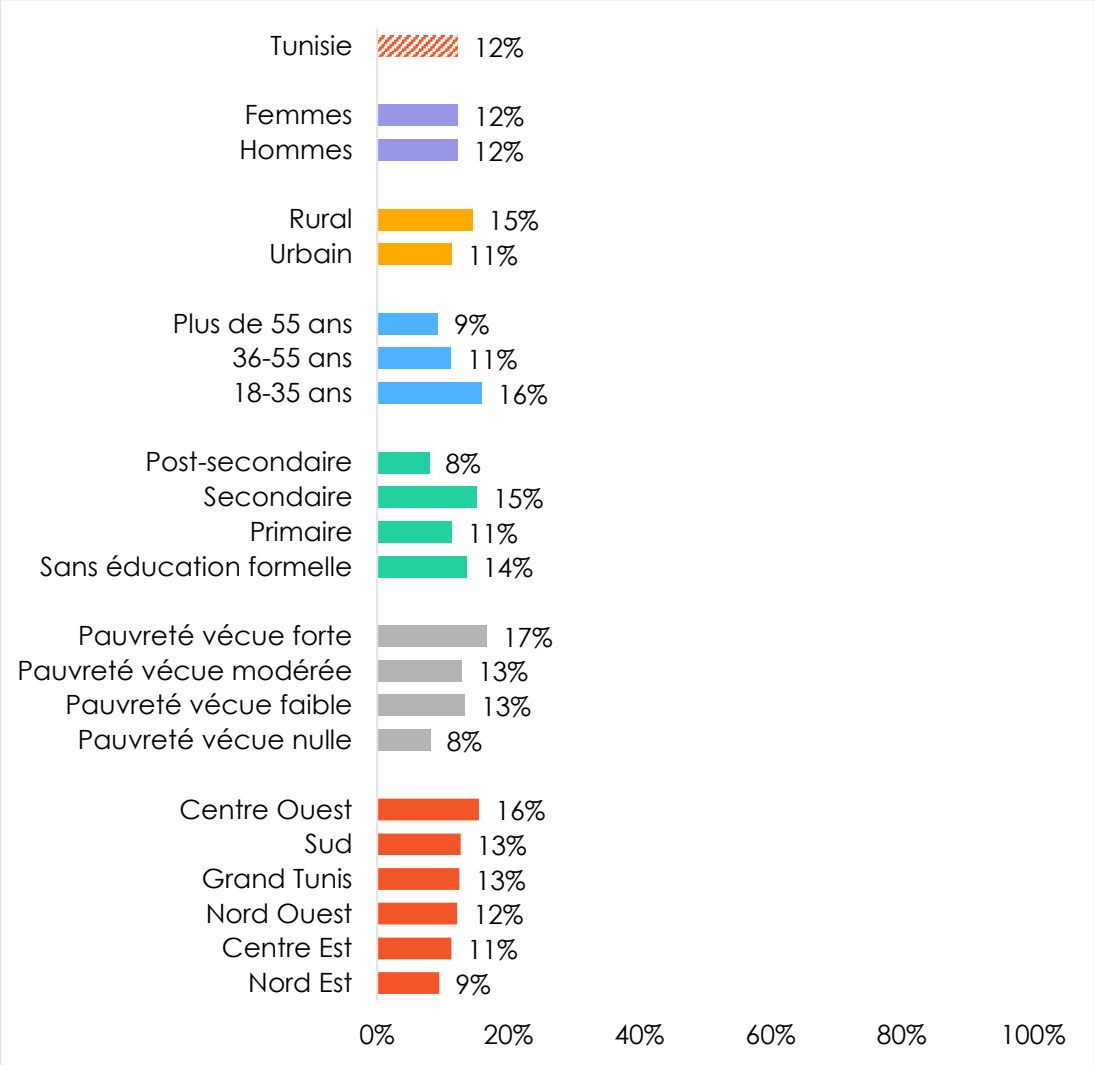
Les femmes sont harcelées sexuellement dans des lieux publics tels que les marchés, les rues ou les transports publics ?
Les élèves filles ou étudiantes sont victimes de discrimination, de harcèlement ou de demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants ?
Les femmes sont empêchées par leur conjoint ou d'autres membres de la famille d'occuper un emploi rémunéré ?
Les filles sont empêchées d'aller à l'école parce que leur famille donne la priorité à l'éducation des garçons ?

La perception selon laquelle les femmes sont « souvent » ou « toujours » empêchées par leur conjoint ou d'autres membres de la famille d'occuper un emploi rémunéré est plus répandue parmi les pauvres (17%),[1] les résidents du Centre Ouest (16%), les 18-35 ans (16%) et les résidents ruraux (15%) que parmi les riches (8%), les résidents du Nord Est (9%), les personnes de plus de 55 ans (9%) et les citadins (11%). Les plus instruits (8%) partagent moins cette perception que ceux avec moins d'instruction (11%-15%) (Figure 4).

[1] L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 4 : Les femmes sont empêchées d'occuper un emploi | par groupe démographique | Tunisie | 2024



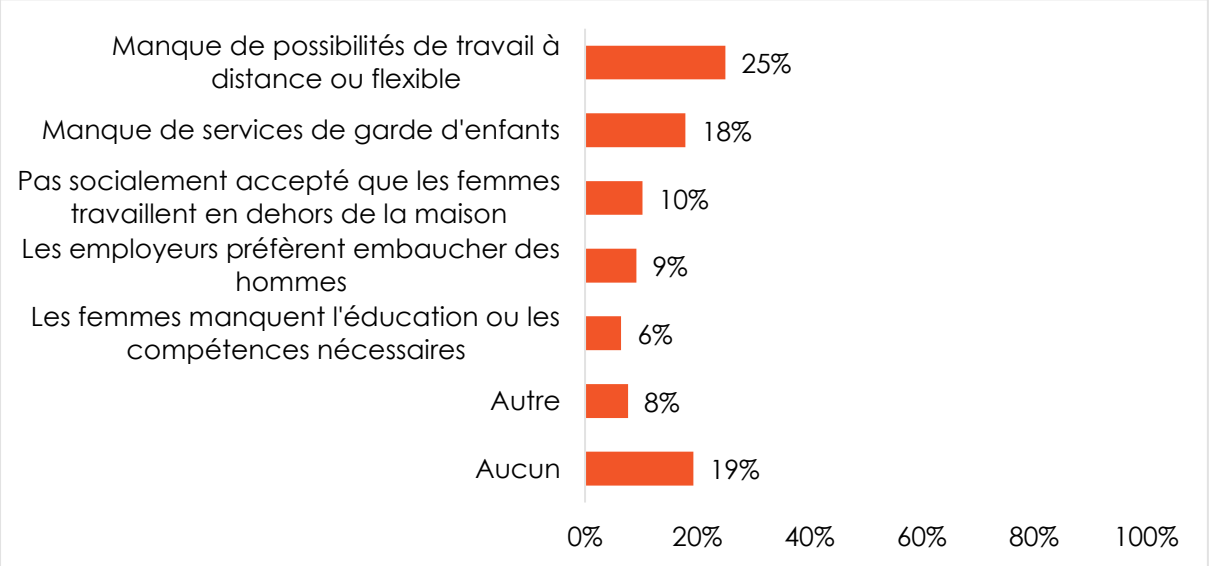
Question posée aux répondants : *Quelle est la fréquence de l'événement suivant dans votre communauté* ***:*** *Les femmes sont empêchées par leur conjoint ou d'autres membres de la famille d'occuper un emploi rémunéré ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)*

Les Tunisiens considèrent que les quatre principaux obstacles à l'accès des femmes à l'emploi et leur progression sur le marché du travail sont le manque de possibilités de travail flexible ou à distance (cité par 25% des répondants), l'insuffisance de services de garde d'enfants (18%), la réticence à accepter que les femmes travaillent en dehors du foyer (13%) et la préférence accordée à l'embauche des hommes (9%) (Figure 5).

Le manque de possibilités de travail flexible ou à distance est plus souvent cité par les femmes (27%) que les hommes (23%), ainsi que par les résidents du Centre Ouest (31%) et du Centre Est (29%) comparativement aux autres régions, notamment le Sud (19%) (Figure 6). Le manque de services de garde d'enfants est davantage mentionné par les résidents du Nord Est et du Grand Tunis (23% chacun). Quant à la réticence à accepter que les femmes travaillent en dehors du foyer, elle est nettement plus marquée dans le Sud (36%) que dans les autres régions.

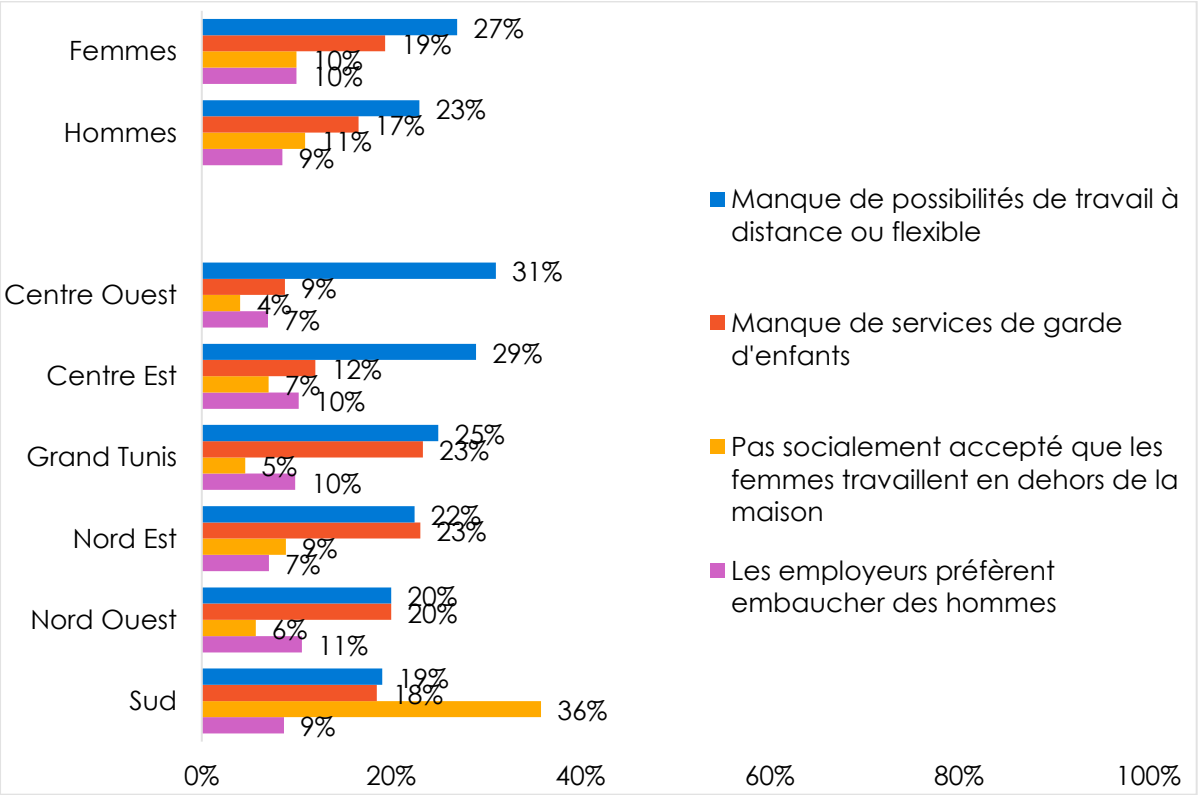
Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 5 : Principaux obstacles à l'accès et à la progression des femmes sur le marché du travail | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants : *Selon vous, quel est le principal obstacle qui empêche les femmes d'entrer sur le marché du travail et d'y progresser ?*

Figure 6 : Principaux obstacles à l'accès et à la progression des femmes sur le marché du travail | par sexe et région | Tunisie | 2024



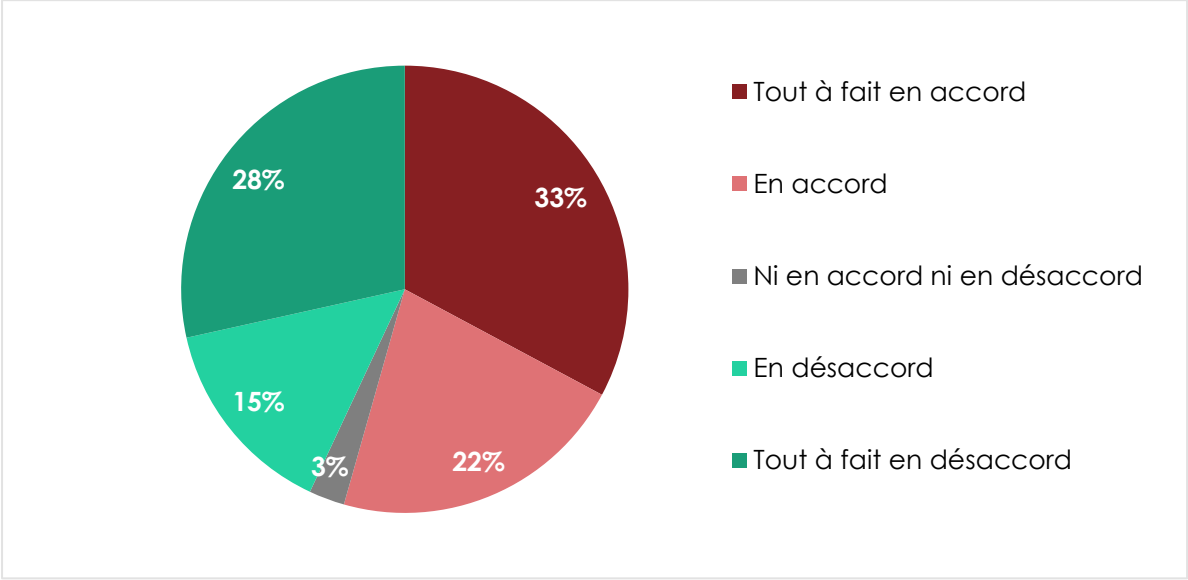
Question posée aux répondants : *Selon vous, quel est le principal obstacle qui empêche les femmes d'entrer sur le marché du travail et d'y progresser ?*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Bien que peu de Tunisiens citent la préférence des employeurs pour l'embauche d'hommes comme un obstacle à l'emploi et à la promotion des femmes, les réponses à une autre question de l'enquête reflètent une opinion largement répandue selon laquelle les hommes devraient être prioritaires sur le lieu de travail. Plus de la moitié (54%) des Tunisiens se disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'idée que les hommes devraient avoir plus le droit à un emploi que les femmes lorsque les emplois se font rares (Figure 7).

Cette opinion est particulièrement répandue parmi les hommes (59%), mais encore plus parmi les personnes ayant connu une forte pauvreté (64%), les moins instruits (63%-64%), les résidents du Centre Ouest (62%), ainsi que les répondants adultes et plus âgés (56%-57%) (Figure 8). Quant aux femmes, les avis sont partagés : 49% approuvent cette forme de discrimination, tandis que la même proportion (49%) s'y opposent.

Figure 7 : Les hommes devraient-ils avoir plus le droit à l'emploi que les femmes ? | Tunisie | 2024

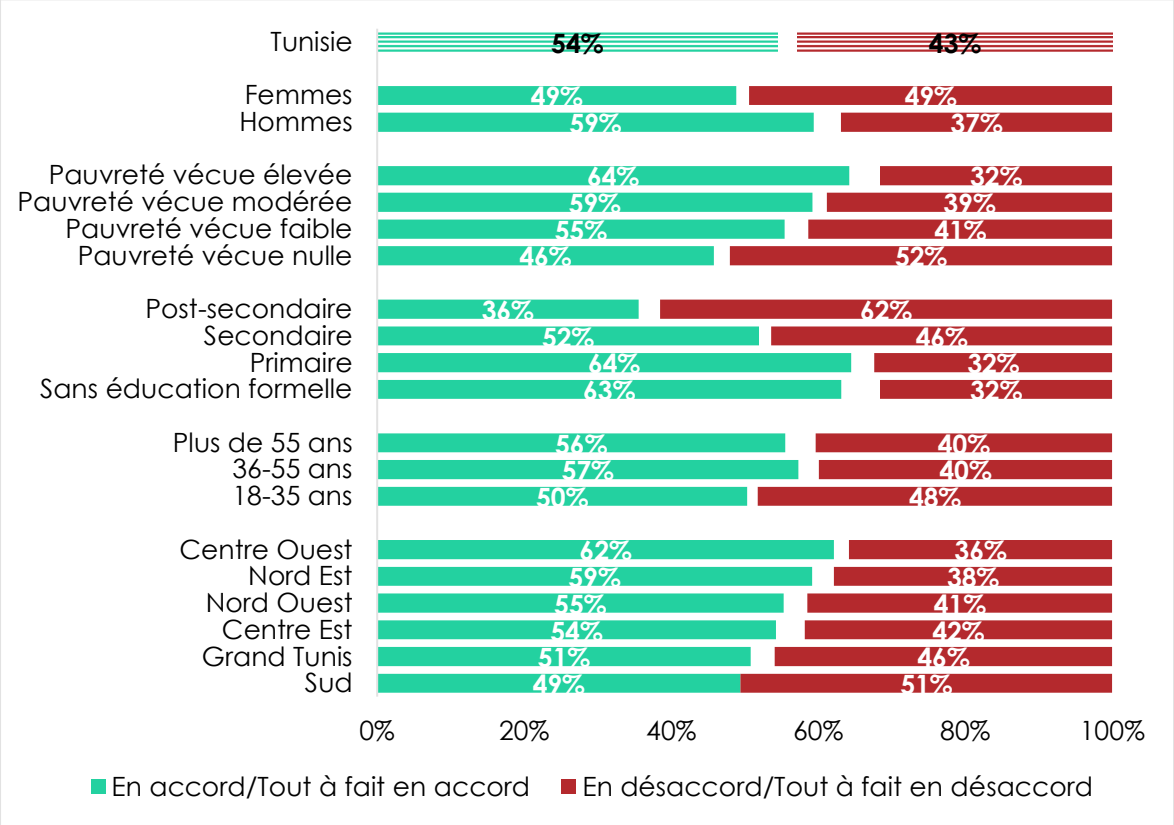


Question posée aux répondants : *Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous n'êtes pas d'accord ou si vous êtes d'accord : Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes.*

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2026

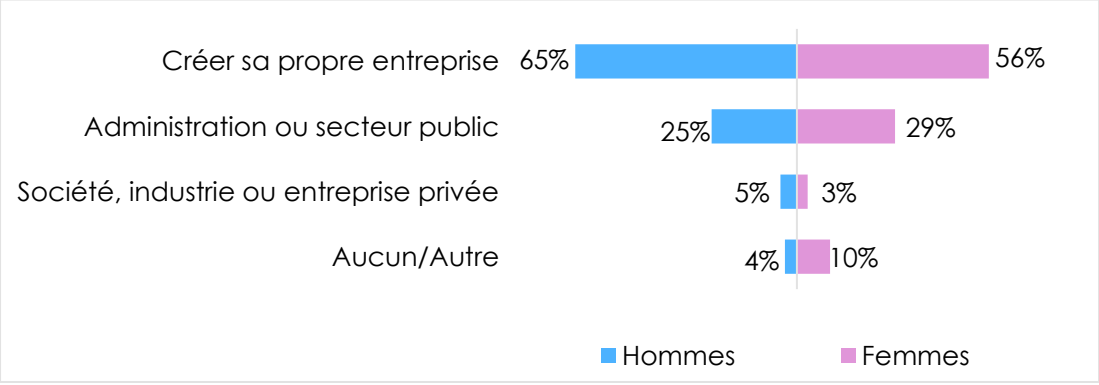
Figure 8 : Les hommes devraient-ils avoir plus le droit à l'emploi que les femmes ? | par groupe démographique | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants : *Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous n'êtes pas d'accord ou si vous êtes d'accord : Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes.*

Interrogés sur leur secteur d'emploi préféré si elles avaient le choix, la majorité (56%) des femmes aimeraient créer leur propre entreprise tout comme les hommes (65%) (Figure 9). Près de trois femmes sur 10 (29%) préféreraient un poste dans le secteur public.

Figure 9 : Secteur d'emploi préféré | par sexe | Tunisie | 2024

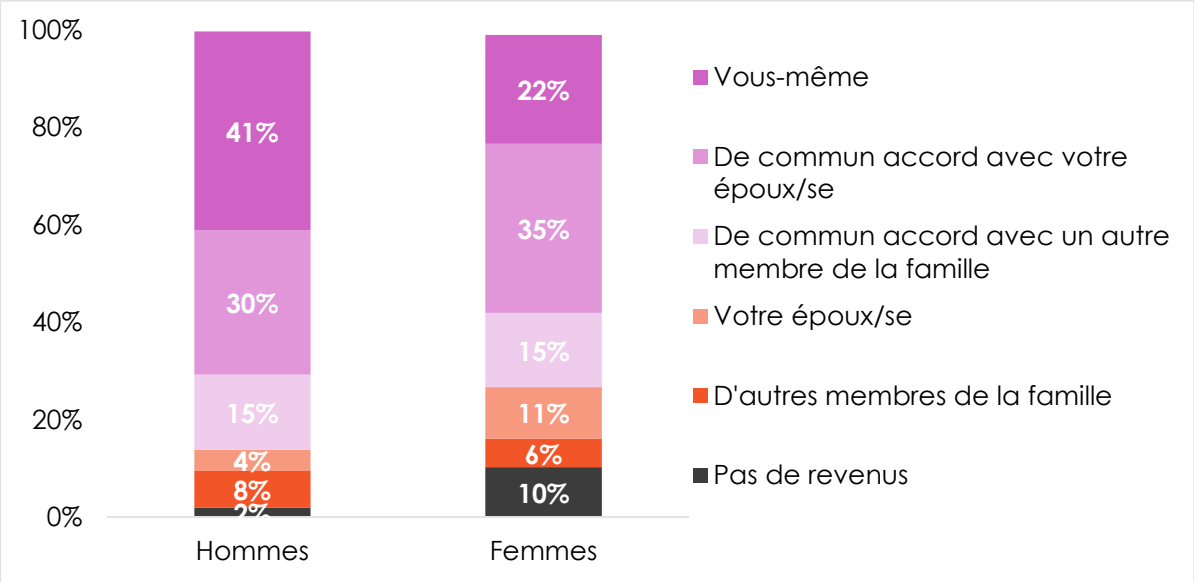


Question posée aux répondants : *Si vous pouviez travailler dans le secteur de votre choix, lequel des secteurs suivants serait votre premier choix ?*

Copyright ©Afrobarometer 2026

En matière d'autonomie dans la gestion des revenus issus de leurs activités, les femmes tunisiennes sont moins nombreuses que les hommes (22% contre 41%) à déclarer prendre seules les décisions. Elles sont en revanche plus nombreuses à indiquer que ces décisions sont prises conjointement avec leur époux (35% contre 30%) ou exclusivement par ce dernier (11% contre 4%) (Figure 10). Par ailleurs, les femmes sont cinq fois plus nombreuses que les hommes à déclarer ne disposer d'aucune source de revenus.

Figure 10 : Autonomie dans la gestion des revenus | par sexe | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants : *De quelles façons les décisions sont-elles prises, quant à la gestion des revenus que vous gagnez en travaillant, en faisant des affaires, en faisant du commerce, ou en vous livrant à d'autres activités ?*

Conclusion

En Tunisie, bien que les femmes soient plus nombreuses que les hommes à avoir atteint le niveau post-secondaire et que les familles n'aient généralement pas tendance à empêcher les filles de fréquenter l'école au profit des garçons, les disparités entre les sexes sur le marché du travail demeurent perceptibles. Une proportion non négligeable de citoyens perçoivent que les femmes sont empêchées d'occuper un emploi rémunéré, et plus de la moitié estiment que les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes.

Ces attitudes sont particulièrement répandues parmi les personnes les moins instruites et celles vivant dans une situation de pauvreté. Elles s'ajoutent à des obstacles structurels bien réels, tels que le manque de possibilités de travail flexible ou à distance, l'insuffisance de services de garde d'enfants et la persistance des normes sociales qui continuent de restreindre la participation des femmes au marché du travail.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Références

Dridi, M. (2023). Tunisia's informal employment crisis. Carnegie Endowment for International Peace.

Institut National de la Statistique. (2025). Indicateurs de l'emploi et du chômage, 2e trimestre 2025.

Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.

Organisation des Nations Unies. (2015). Objectif de Développement Durable No. 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Tuniscope. (2025). Femmes et emploi en Tunisie : Un potentiel sous-exploité. 6 mai.

Youssef Dalleli est un chargé d'études à One to One for Research and Polling, le partenaire national d'Afrobarometer en Tunisie. Il est participant à l'école d'été d'Afrobarometer. Email : youssef.dalleli@121polling.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institute for Development Studies (IDS) de University of Nairobi au Kenya et l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG) au Bénin. Michigan State University et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Fondation Rockefeller, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Population Institute, du Centre for International Governance Innovation, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade Royale du Danemark en Ouganda/Danida, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter d'un éventuel financement institutionnel, veuillez contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.

Copyright ©Afrobarometer 2026